

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

8 JUILLET 2004

Intentions de politique générale en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes

RAPPORT

**FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE
LES FEMMES ET LES HOMMES
PAR MME GEERTS**

INTRODUCTION

Le 5 novembre 2003, le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat et le Comité d'avis pour l'émancipation sociale de la Chambre des représentants ont invité Mme Marie Arena, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale et de la Politique des grandes villes, chargée de l'Égalité des chances, à venir exposer ses intentions de politique en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes pour l'année 2004.

Une proposition d'avis a été discutée au cours des réunions du 21 janvier, 10 mars et 30 juin et adoptée lors de la réunion du 8 juillet 2004.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

8 JULI 2004

Beleidsintenties inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen

VERSLAG

**NAMENS HET ADVIESCOMITE
VOOR GELIJKE KANSEN
VOOR VROUWEN EN MANNEN
UITGEBRACHT DOOR MEVROUW GEERTS**

INLEIDING

Op 5 november 2003 hebben het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Senaat en het Adviescomité voor de maatschappelijke emancipatie van de Kamer van volksvertegenwoordigers mevrouw Marie Arena, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, uitgenodigd haar beleidsplannen inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen voor 2004 toe te lichten.

Op de vergaderingen van 21 januari, 10 maart en 30 juni werd gedebatteerd over een voorstel van advies, dat op de vergadering van 8 juli 2004 werd aangenomen.

Composition/Samenstelling

Membres/Leden:

SP.A-SPIRIT	Mimount Bousakla, Christel Geerts, Fatma Pehlivan.
VLD	Jacques Germeaux, Annemie Van de Casteele, Luc Willems.
PS	Jean Cornil, Marie-José Laloy, Christiane Vienne
MR	Amina Derbaki Sbaï, Marc Wilmots, Alain Zenner.
CD&V	Sabine de Bethune, Erika Thijs.
VLAAMS BLOK	Yves Buysse, Anke Van dermeersch.
CDH	Clotilde Nyssens.

I. EXPOSÉ DE MEMAIRE ARENA, MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'INTÉGRATION SOCIALE ET DE LA POLITIQUE DES GRANDES VILLES, CHARGÉE DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Mme Arena, ministre de l'Égalité des chances, déclare que l'axe principal de la politique en matière d'égalité des chances qu'elle a l'intention de conduire durant cette législature est le suivant: lutter contre toutes les formes de discriminations fondées sur le genre, qu'elles soient directes ou indirectes, délibérées ou issues d'un processus involontaire.

Dans ce but, la création d'un service public chargé de soutenir les victimes de discriminations sexistes — l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes — sera rapidement parachevée. La nomination de sa direction ainsi que son autonomisation par rapport à son administration d'origine sont en cours. Il sera notamment chargé de créer des outils d'expertise ou de vulgarisation des normes anti-discriminatoires en matière d'égalité hommes/femmes.

En outre, les cours et tribunaux doivent être sensibilisés aux dispositions récentes en matière de lutte contre les discriminations.

L'égalité des femmes et des hommes doit être développée dans l'ensemble des politiques publiques fédérales, au travers des politiques de « *mainstreaming* » et de « *genderbudgeting* ».

En vue d'intégrer une approche en termes de genre et d'égalité dans l'ensemble des politiques fédérales, un plan d'action interministériel sera élaboré, dans lequel chaque ministre s'engage à définir un objectif stratégique qu'il compte atteindre dans le cadre de ses compétences politiques. À cet égard, un groupe de travail, composé de membres des différents cabinets et des administrations, sera mis sur pied.

Ce nouveau plan, en place pour la durée de la législature, reprendra les objectifs stratégiques fixés par chaque département ministériel en matière d'égalité des femmes et des hommes. Les autres membres du gouvernement fédéral seront invités à désigner dans leur cabinet et dans l'administration une personne chargée de stimuler les initiatives portant sur la dimension « égalité des chances » dans les politiques dont ils ont la responsabilité.

La participation systématique des administrations dans ce processus sera formalisée dans une circulaire. Cette dernière, complémentaire à la loi, permettra de combler certaines lacunes et d'assurer une continuité qui n'est pas toujours rencontrée par la seule implication formelle des cabinets ministériels durant une législature.

En marge de cette politique transversale, il faut poursuivre le travail consacré aux modes de connais-

I. UITEENZETTING DOOR MEVROUW MARIE ARENA, MINISTER VAN AMBTENARENZAKEN, MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, GROOTSTEDENBELEID EN GELIJKE KANSSEN

De minister van Gelijke Kansen verklaart dat de hoofdlijnen van het beleid inzake gelijke kansen dat ze tijdens de volgende regeerperiode wil voeren, erin bestaat de strijd aan te binden tegen alle vormen van discriminatie gebaseerd op het geslacht, ongeacht of het gaat om rechtstreekse of onrechtstreekse, opzettelijke of onopzettelijke vormen van discriminatie.

Daartoe zal spoedig een overheidsdienst worden opgericht die de slachtoffers van discriminatie op grond van geslacht moet bijstaan — het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen. Er wordt gewerkt aan de benoeming van de directie ervan en aan zijn verzelfstandiging ten opzichte van de administratie waaruit hij is ontstaan. Hij zal er onder andere mee worden belast hulpmiddelen tot stand te brengen voor de deskundigheid inzake of de verspreiding van discriminatiebestrijdende normen inzake de gelijkheid van vrouwen en mannen.

Tevens moeten hoven en rechtbanken worden gewezen op het bestaan van de recente bepalingen inzake discriminatiebestrijding.

In alle beleidstakken van de federale overheid moet de gelijkheid van vrouwen en mannen tot stand worden gebracht, door middel van een beleid van « *mainstreaming* » en « *genderbudgeting* ».

Om een gender- en gelijkheidsaanpak in het hele federale beleid te integreren moet een interministerieel actieplan worden uitgewerkt, waarin alle ministers zich ertoe verbinden in het kader van hun politieke bevoegdheden een strategisch doel te bepalen dat ze willen bereiken. Daartoe moet een werkgroep worden opgericht bestaande uit vertegenwoordigers van alle kabinetten en administraties.

Dat nieuwe plan geldt voor de hele zittingsperiode en neemt de strategische doelstellingen van elk ministerieel departement inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen over. Aan de andere leden van de federale regering wordt gevraagd in hun kabinet en in de administratie een persoon aan te wijzen die de initiatieven moet stimuleren in verband met het « gelijke kansen »-aspect in het beleid waarvoor ze verantwoordelijk zijn.

De systematische medewerking van de administraties aan dat proces wordt in een circulaire vastgesteld. Die sluit aan bij de wet, vult bepaalde leemten op en zorgt voor een continuïteit die soms ver te zoeken is wanneer de ministeriële kabinetten tijdens een zittingsperiode slechts formeel meedoen.

Naast dat transversaal beleid, moet het werk worden voortgezet rond de kennis van de vormen van

sance des discriminations. C'est pourquoi des outils permettant d'objectiver les différences de traitement et les discriminations sont nécessaires. La politique d'égalité doit être basée sur une meilleure connaissance des réalités. Pour ce faire, il faut envisager la systématisation des statistiques de genre, le développement d'indicateurs du genre et leur exploitation systématique dans l'élaboration des politiques publiques.

Dans le cadre de ses différentes compétences, la ministre attachera une attention toute particulière aux aspects suivants.

Au niveau de la politique des grandes villes, afin de prendre en compte la dimension sexuée, des mesures propres à la condition des femmes en milieu urbain feront l'objet d'un examen approfondi et d'actions spécifiques.

En matière de fonction publique, la ministre travaille à un vaste programme d'égalité des chances avec les principaux directeurs du SPF Personnel et Organisation. Dès la fin de l'année, un plan d'action destiné à favoriser la diversité dans la fonction publique sera lancé avec le concours de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Il comprendra des actions de sensibilisation ciblées et une série de mesures visant à améliorer les procédures de recrutement en les rendant plus neutres.

Il est clair que la condition de réussite d'un tel programme réside dans l'implication des acteurs eux-mêmes.

À un même niveau de responsabilité, des inégalités salariales subsistent encore entre les femmes et les hommes (10 à 15 %). La ministre poursuivra donc les efforts en vue d'atteindre l'égalité des salaires. Des facteurs tels que les classifications de fonctions ou la fixation des salaires à l'embauche seront examinés sous cet angle. Le plan de diversité élaboré avec M. Vandebroucke, ministre de l'Emploi et des Pensions, dans le cadre de la Conférence nationale pour l'emploi, représente un commencement.

Au delà de l'égalité des salaires, une attention particulière sera portée aux inégalités et discriminations dans le statut du travail des femmes. En effet, et sans que ceci ne résulte d'un véritable choix de leur part, les travailleuses, bien plus que les travailleurs, sont encore trop souvent orientées vers des emplois à temps partiel ou sont assujetties à des régimes de flexibilité rendant précaire leur niveau de vie et fragilisant leur quotidien.

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes devra être particulièrement attentif dans ce domaine à la situation des femmes d'origine étrangère, dont le taux d'activité est largement inférieur à la moyenne.

Dans le cadre de ses attributions en matière d'accueil des demandeurs d'asile, la ministre dévelop-

discriminatie. Daarom hebben we hulpmiddelen nodig waarmee we de verschillen in behandeling en de discriminatie kunnen objectiveren. Het gelijkheidsbeleid moet gebaseerd zijn op een betere kennis van de werkelijkheid. Daarom moeten de genderstatistieken systematisch worden aangemaakt en moeten genderindicatoren worden ontwikkeld, waaruit systematisch kan worden geput bij het bepalen van het overheidsbeleid.

Bij het uitoefenen van haar bevoegdheden wil de minister bijzondere aandacht besteden aan de volgende aspecten.

Wat het grootstedenbeleid betreft, worden specifieke maatregelen voor de vrouw in een stedelijke omgeving diepgaand onderzocht en met specifieke acties aangeboden, zodat hier rekening wordt gehouden met de genderdimensie.

Op het gebied van ambtenarenzaken, werkt de minister aan een ruim programma voor gelijke kansen met de belangrijkste directeurs van de FOD Personeel en Organisatie. Vanaf het begin van het jaar wordt met de hulp van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen een actieplan ter ondersteuning van de diversiteit onder de ambtenaren opgestart. Het bestaat uit gerichte bewustmakingsacties en een reeks maatregelen die de rekruteringsprocedures moeten verbeteren door ze neutraler te maken.

Het is duidelijk dat het welslagen van dergelijk programma afhangt van de betrokkenheid van de actoren zelf.

Er is nog steeds loondiscriminatie tussen vrouwen en mannen (10 à 15 %) op eenzelfde verantwoordelijkheidsniveau. De minister zet dus de inspanningen om gelijke lonen te krijgen voort. Factoren zoals de functieclassificaties of het bepalen van de lonen bij de aanwerving worden vanuit die invalshoek onderzocht. Het diversiteitsplan van de heer Vandebroucke, minister van Werk en Pensioenen, dat tot stand kwam in de Nationale Werkgelegenheidsconferentie, is een begin.

Er zal niet alleen speciale aandacht gaan naar gelijke lonen, maar ook naar ongelijkheid en discriminatie in het arbeidsstatuut van vrouwen. Zonder dat ze daar zelf echt voor hebben gekozen, worden de werkneemsters vaker dan de werknemers naar deeltijdse banen georiënteerd, of moeten ze arbeidsregelingen in acht nemen met een flexibiliteit die hun levensstandaard en hun dagelijks leven kwetsbaar maakt.

Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen moet, wat dat betreft, bijzondere aandacht besteden aan de toestand van vrouwen afkomstig uit het buitenland, waarvan de werkgelegenheidsgraad een stuk lager ligt dan het gemiddelde.

In het raam van haar bevoegdheden inzake de opvang van asielzoekers, wil de minister in de opvang-

pera dans les centres d'accueil le *know-how* nécessaire pour soutenir la démarche de femmes candidates réfugiées ayant fui en raison de discriminations ou de persécutions en tant que femmes. En attendant la création d'un dispositif adéquat au niveau de l'Office des étrangers et du Commissariat général aux réfugiés, de nombreux efforts sont réalisés afin d'inscrire le genre dans la procédure des demandes d'asile. De manière générale, il apparaît que l'accueil et l'accompagnement des demandeuses d'asile ont fait l'objet d'une plus grande attention au cours de ces dernières années.

La ministre se dit préoccupée par la transformation des mentalités trop souvent encore empreintes de réflexes sexistes dans la société.

Des recherches révèlent que l'image des femmes reflétée par les médias ne correspond pas à la réalité. Les femmes sont trop souvent présentées dans des comportements dictés par la société ou sont stéréotypées. Cependant, une interdiction légale de représenter les femmes de façon dénigrante dans les médias n'est pas la meilleure solution pour éliminer l'image stéréotypée de la femme.

Une prise de conscience est essentielle afin d'arriver à une évolution des mentalités. Des actions de sensibilisation seront par conséquent organisées. Il faut toutefois veiller à ne pas tomber dans le piège classique de ne s'adresser qu'aux femmes. Des actions spécifiques adressées aux hommes sont aussi indispensables. À cet égard, les jeunes sont les cibles privilégiées de messages médiatiques stéréotypés. Il faut leur donner des alternatives aux modèles violents et souvent sexistes que véhiculent ceux-ci.

«Bof, c'est ça les mecs!» Ce type de propos sert à banaliser certain machisme des garçons ... De tels comportements sont parfois source de valorisation entre jeunes gens. Une série de comportements, traditionnellement considérés comme masculins, tels que l'agression, le courage et le défi de l'autorité, sont populaires auprès des jeunes parce qu'ils correspondent à des conceptions des rôles toujours bien présentes dans notre culture. La situation est telle dans certaines écoles que des filles, victimes de ce type de comportement, évitent de s'y inscrire.

Une façon de s'attaquer à cette problématique consiste à mettre du matériel pédagogique à la disposition des écoles mais également à ouvrir des espaces de dialogue avec ces jeunes et avec leurs parents pour les sensibiliser et développer des stratégies à leur égard.

Un dernier point concerne les femmes issues de l'immigration. S'intéresser à leur condition est tout à fait crucial. Le travail à accomplir pour réaliser l'égalité de leurs droits et leur émancipation est fonda-

centra de veiller à ce que les femmes puissent développer le *know-how* nécessaire pour soutenir la démarche de femmes candidates réfugiées ayant fui en raison de discriminations ou de persécutions en tant que femmes. En attendant la création d'un dispositif adéquat au niveau de l'Office des étrangers et du Commissariat général aux réfugiés, de nombreux efforts sont réalisés afin d'inscrire le genre dans la procédure des demandes d'asile. De manière générale, il apparaît que l'accueil et l'accompagnement des demandeuses d'asile ont fait l'objet d'une plus grande attention au cours de ces dernières années.

De minister verklaart begaan te zijn met de wijziging van de mentaliteit, waarin nog al te vaak de seksistische reflexen van de maatschappij te vinden zijn.

Uit onderzoek blijkt dat de beeldvorming van de vrouw in de media niet met de werkelijkheid overeenstemt. Vrouwen worden te vaak voorgesteld in een gedrag dat door de maatschappij is opgelegd of in stereotypen. Een wettelijk verbod om vrouwen in de media op geringschattende wijze voor te stellen is niet de beste oplossing om stereotiepe beeldvorming van de vrouw uit de wereld te helpen.

Bewustwording is van essentieel belang om tot mentaliteitswijziging te komen. Daarom worden bewustmakingsacties georganiseerd. We mogen evenwel niet in de klassieke val trappen dat we ons alleen tot de vrouwen richten. Ook specifieke acties voor mannen zijn noodzakelijk. Jongeren bijvoorbeeld zijn bij uitstek de doelgroep van stereotiepe media-boodschappen. Er moeten hun alternatieven worden aangereikt voor de gewelddadige en vaak seksistische modellen die in die boodschappen aan bod komen.

«Wat kan je anders verwachten van een vent?» Met dergelijke uitlatingen wordt haantjesgedrag van jongens vergoelikt ... Soms kijken jongeren naar dergelijk gedrag op. Een reeks gedragingen, die traditioneel als mannelijk worden beschouwd, zoals agressie, moed en het uitdagen van het gezag, zijn populair bij jongeren omdat ze passen in een rolverdeling die nog steeds in onze cultuur aanwezig is. In bepaalde scholen is de toestand zo ernstig, dat meisjes die van dergelijk gedrag te lijden hebben, er zich niet willen inschrijven.

Die problematiek kan worden aangepakt door de scholen pedagogisch materiaal aan te bieden, maar ook door met die jongeren en hun ouders een dialoog te openen om ze bewust te maken van het probleem en om strategieën voor hen te ontwikkelen.

Een laatste punt betreft de migrantenvrouwen. Het is van het hoogste belang dat aandacht wordt besteed aan hun situatie. In een open, multiculturele maatschappij, gebaseerd op vrijheid, gelijkheid en solida-

mental pour une société ouverte sur le monde, multi-culturelle et fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Rien ne peut justifier que des femmes, parce qu'elles sont de nationalité ou d'origine étrangère, parce que leurs références culturelles sont différentes de celles de la société d'accueil, soient infériorisées, dans les faits comme dans le droit.

En leur donnant les outils nécessaires, la ministre veut amener les femmes issues de l'immigration, à une prise de conscience de leur identité. Ces outils sont variés: alphabétisation, formation professionnelle, accès à des lieux de rencontre mixtes, accueil des mères dans les écoles de leurs enfants, participation aux réseaux d'échange de savoirs entre personnes d'origine différentes ou encore soutien juridique lorsque leurs droits sont bafoués.

Une large réflexion sera lancée, notamment avec les femmes issues de l'immigration, sur une politique ambitieuse visant à garantir à chacune une liberté de choix. Ce dossier est riche mais particulièrement complexe. Si une jeune femme a droit à la liberté de choix dans les orientations fondamentales de sa vie professionnelle, affective et sociale, elle a également le droit de maintenir un lien fort d'affection et d'identification avec sa culture et avec sa famille.

II. ÉCHANGE DE VUES

Mme Geerts se félicite de l'importance que la ministre attache à la dimension de genre dans les statistiques. À côté de son mandat politique, la membre est également impliquée dans des études universitaires concernant les femmes âgées. Ces études s'inscrivent dans un cadre européen. Cele représente énormément de travail et l'on se rend compte de l'importance d'avoir des statistiques ventilées selon les critères croisés de sexe et d'âge. Il y a très peu de statistiques concernant spécifiquement les femmes âgées.

Mme Goovaerts, membre de la Chambre des représentants, aimerait savoir ce que la ministre entend faire pour les femmes qui choisissent de rester à la maison pour élever leurs enfants. Elle-même est mère de quatre enfants et a eu la chance de pouvoir rester au foyer mais il est clair que beaucoup de mères ne peuvent se permettre un tel choix pour des raisons financières.

Mme Nyssens demande comment se préparent les États-généraux de la famille. Les associations de femmes pourront-elles y prendre part ?

Mme Hedwige Peemans-Poullet, membre du Conseil de l'égalité des chances et directrice de l'Université des femmes, demande comment la ministre envisage la mission du Conseil de l'égalité des chances, d'une part, et le rôle qu'aura l'Institut pour

riteit, moet absoluut worden gestreefd naar gelijke rechten voor en de emancipatie van die vrouwen.

Het valt niet te rechtvaardigen dat die vrouwen, vanwege hun buitenlandse nationaliteit of afkomst of omdat hun culturele achtergrond verschilt van de onze, feitelijk of in rechte worden achtergesteld.

Door hun de nodige instrumenten aan te reiken wil de minister de migrantenvrouwen bewust maken van hun identiteit. Die instrumenten zijn uiteenlopend: alfabetisering, beroepsopleidingen, toegang tot gemengde ontmoetingsplaatsen, onthaal van moeders in de scholen van hun kinderen, deelname aan netwerken voor uitwisseling van informatie tussen mensen van verschillende afkomst en juridische hulp wanneer hun rechten worden miskend.

Er wordt een grootschalig debat georganiseerd, met name met migrantenvrouwen, over een ambitieus beleid dat de keuzevrijheid van eenieder waarborgt. Het is een rijk maar bijzonder complex dossier. Jonge vrouwen hebben het recht om de fundamentele keuzes inzake hun beroeps-, affectief en sociaal leven vrij te maken, maar zij hebben ook het recht om een nauwe affectieve band te onderhouden met hun cultuur en hun familie, en zich daarmee te identificeren.

II. GEDACHTEWISSELING

Mevrouw Geerts verheugt zich over het belang dat de minister hecht aan de genderdimensie in statistieken. Naast haar politiek ambt houdt het lid zich ook bezig met universitaire studies met betrekking tot bejaarde vrouwen, die op Europees niveau worden georganiseerd. Het vergt enorm veel werk en het wordt duidelijk hoe belangrijk statistieken met gekruiste variabelen betreffende leeftijd en geslacht wel zijn. Er zijn maar weinig statistieken die specifiek over bejaarde vrouwen handelen.

Mevrouw Goovaerts, volksvertegenwoordiger, wil graag weten wat de minister wil doen voor vrouwen die ervoor kiezen om thuis te blijven bij hun kinderen. Zij is moeder van vier kinderen en heeft het geluk gehad om thuis te kunnen blijven. Het is echter duidelijk dat vele moeders zich dat om financiële redenen niet kunnen veroorloven.

Mevrouw Nyssens vraagt hoe de voorbereidingen van de Staten-Generaal van het gezin verlopen. Kunnen de vrouwenverenigingen eraan deelnemen ?

Mevrouw Hedwige Peemans-Poullet, lid van de Raad van de gelijke kansen en directrice van de *Université des Femmes*, vraagt hoe de minister de taak van de Raad van de gelijke kansen, enerzijds, en de rol van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en

l'égalité des femmes et des hommes vis-à-vis des diverses associations de femmes, d'autre part.

Le mouvement associatif sera-t-il associé à la réflexion sur la révision du rôle des conseillères provinciales en matière d'égalité des chances? Jusqu'à présent, il y a eu peu de collaboration et les informations n'ont guère circulé.

Mme Maggi Poppe, membre du *Nederlandstalige Vrouwenraad* (NVR), revient sur la question de genre dans la politique d'asile. Selon la ministre, il faut prendre en considération la situation concrète de la femme dans son pays d'origine. Le NVR soutient des projets et suit la situation de près en Afghanistan. Il constate qu'il est encore beaucoup trop tôt pour renvoyer des femmes dans ce pays. Le NVR peut-il compter sur le soutien de la ministre dans ce domaine? Pourraient-ils éventuellement collaborer?

Mme Arena, ministre de l'Égalité des chances, répond que les états généraux de la famille vont s'organiser autour de cinq groupes de travail. La ministre et l'Institut de l'égalité des femmes et des hommes seront représentés dans ces groupes, de manière à ce que la dimension de l'égalité entre hommes et femme soit toujours envisagée, quelle que soit la problématique: emploi, citoyenneté, sécurité sociale, ... L'Institut devant travailler avec le milieu associatif, il relayera ses informations et prises de position. Le thème de l'intégration sociale et de la pauvreté sera aussi abordée de façon transversale dans ces groupes, cette problématique touchant malheureusement beaucoup les femmes.

En ce qui concerne la prise en compte de la situation de la femme dans son pays d'origine pour apprécier sa demande d'asile, un inventaire a été demandé des dix pays les plus dangereux dont sont originaires des communautés significatives d'étrangers présents en Belgique. L'analyse qui doit être la plus objective possible est réalisée par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), en collaboration avec les ONG et avec le ministère des Affaires étrangères. La situation spécifique de la femme dans lesdits pays est l'un des éléments pris en compte.

Le Conseil de l'égalité des chances joue en principe un rôle d'avis. Il contrôle la prise en compte de la dimension de genre dans différents domaines. Il sera intéressant, par exemple, de lui soumettre les résultats de l'analyse faite par le CGRA.

L'Institut de l'égalité des femmes et des hommes doit jouer un rôle-pivot entre le milieu associatif et le niveau politique. Pour cette raison, le personnel de l'Institut est recruté notamment pour sa capacité de dialogue avec le tissu associatif et pour la connaissance du terrain. Un programme d'action et de travail avec les acteurs de terrain sera mis au point.

mannen ten aanzien van de verschillende vrouwenverenigingen, anderzijds, ziet.

Worden de verenigingen betrokken bij het debat over de herziening van de rol van de provinciale adviseuses inzake gelijke kansen? Tot nog toe is er weinig samenwerking en uitwisseling van informatie.

Mevrouw Maggi Poppe, lid van de *Nederlandstalige Vrouwenraad* (NVR), komt terug op de kwestie van gender in het asielbeleid. Volgens de minister moet men de concrete situatie van de vrouw in het land van herkomst bekijken. De *Nederlandstalige Vrouwenraad* steunt projecten in Afghanistan en volgt de situatie daar van nabij. Hij is tot de conclusie gekomen dat het nog veel te vroeg is om vrouwen terug te zenden naar dat land. Kan de NVR hierbij rekenen op de steun van de minister? Is er eventueel samenwerking mogelijk?

Mevrouw Arena, minister van Gelijke Kansen, antwoordt dat de Staten-Generaal van het gezin georganiseerd zullen worden rond vijf werkgroepen. De minister en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen zullen vertegenwoordigd zijn in die groepen, zodat de dimensie van de gelijkheid van mannen en vrouwen altijd voor ogen wordt gehouden, ongeacht de problematiek: tewerkstelling, burgerschap, sociale zekerheid, ... Het Instituut moet samenwerken met de verenigingen en hun informatie en standpunten doorgeven. Ook het thema van de maatschappelijke integratie en de armoede komt in al deze groepen aan bod. Helaas worden ook veel vrouwen met die problematiek geconfronteerd.

Wat betreft het rekening houden met de situatie van de vrouw in haar land van herkomst als criterium bij de beoordeling van haar asielaanvraag, is een inventaris gevraagd van de tien gevaarlijkste landen waarvan grote groepen in België aanwezig zijnde vreemdelingen afkomstig zijn. Die analyse, die zo objectief mogelijk moet zijn, is uitgevoerd door het Commissariaat-Generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (CGVS) in samenwerking met NGO's en het ministerie van Buitenlandse Zaken. De specifieke situatie van de vrouw in die landen is een van de elementen die in aanmerking komen.

De Raad voor de gelijke kansen geeft in principe advies. Hij gaat na of op verschillende vlakken rekening wordt gehouden met de genderdimensie. Het zou bijvoorbeeld nuttig zijn om hem de resultaten van de analyse van het CGVS voor te leggen.

Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen moet een brug vormen tussen de verenigingen en de politiek. Het personeel van het Instituut wordt met name aangeworven om zijn bekwaamheid tot dialoog met de verenigingen en om zijn praktijkervaring. Er zal een actie- en werkprogramma worden opgezet met de mensen uit de praktijk.

La ministre souhaite une évaluation de la fonction des conseillères provinciales de l'égalité des chances afin de déterminer si leur travail répond aux attentes de terrain ou s'il doit éventuellement être réorienté ou ses objectifs précisés.

En matière de statistiques, la ministre rappelle qu'il a été proposé dans le passé de créer un observatoire autonome de l'égalité des chances. S'il est nécessaire de centraliser toutes les données recueillies, la ministre est d'avis toutefois que la création d'un outil supplémentaire constituerait une perte d'énergie. Ce qu'on va analyser doit être déterminé par les lignes directrices du plan de management de l'Institut.

La situation des femmes qui désirent rester au foyer est une question à soumettre aux états généraux de la famille. Il ne s'agit d'ailleurs pas de favoriser l'activité professionnelle ou le choix de rester au foyer mais plutôt de chercher un équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Cet équilibre est aussi important pour les hommes que pour les femmes.

Mme Vienne remarque qu'il faudrait analyser aussi le phénomène d'auto-discrimination pour les femmes qui ne se sentent pas toujours capables d'accéder à certains niveaux de responsabilités. Sans autonomie financière, il n'y a pas d'émancipation. Le rôle de la politique est de dégager les moyens nécessaires pour permettre aux femmes d'obtenir cette autonomie financière. La question se pose notamment pour l'organisation d'une carrière à un certain niveau.

La sénatrice souligne la culpabilisation dont sont souvent victimes les femmes qui mènent de front leur carrière et leur vie de famille. Le problème est pourtant théoriquement le même pour les hommes mais on n'y fait jamais allusion.

Mme Cahay, membre de la Chambre des représentants, se réjouit des lignes d'action du plan de la ministre en matière d'égalité des chances. Comme l'intervenante précédente, elle déplore le sentiment de culpabilité qu'on fait souvent peser sur les femmes qui mènent une carrière professionnelle d'un certain niveau. Par ailleurs, il convient de les encourager, de leur faire mesurer qu'elles sont aussi compétentes que les hommes.

Ce qui constitue souvent un réel problème pour les femmes, c'est l'obligation de suivre des formations pour accéder à des fonctions de niveau supérieur dans l'administration. Cela l'est d'autant plus pour les femmes seules qui ne peuvent même pas compter sur un partage des tâches ménagères avec un partenaire.

Tous ces éléments devraient être analysés afin de déterminer quels sont les freins dans la vie professionnelle des femmes.

De minister wil dat de functie van de provinciale adviseuses inzake gelijke kansen wordt geëvalueerd om na te gaan of hun optreden beantwoordt aan de verwachting van de mensen uit de praktijk of daarentegen moet worden geheroriënteerd of de doelstellingen duidelijker omschreven.

Wat de statistieken betreft, herinnert de minister eraan dat in het verleden is voorgesteld een autonoom observatorium voor de gelijkheid van kansen op te richten. De verzamelde gegevens moeten weliswaar worden gecentraliseerd, maar de minister vindt het overbodig om nog een nieuw instrument op te richten. Wat precies moet worden geanalyseerd, moet worden vastgesteld overeenkomstig de krachtlijnen van het managementplan van het Instituut.

De situatie van vrouwen die thuis willen blijven, moet worden voorgelegd aan de Staten-Generaal van het gezin. De bedoeling is niet om het werken dan wel het thuisblijven aan te moedigen maar om een evenwicht te zoeken tussen het privé- en het beroepsleven. Dat evenwicht is even belangrijk voor mannen als voor vrouwen.

Mevrouw Vienne vindt dat er ook een analyse moet komen van het fenomeen van de «zelfdiscriminatie» door vrouwen, die zichzelf niet altijd in staat achten om tot bepaalde niveaus van verantwoordelijkheid op te klimmen. Zonder financiële autonomie, geen emancipatie. Het is de rol van de politiek de vereiste middelen vrij te maken om vrouwen de kans te bieden die financiële autonomie te bereiken. Het probleem duikt op bij het organiseren van een loopbaan op enig niveau.

De senator wijst op het schuldgevoel van vrouwen die hun loopbaan met hun gezinsleven combineren. Theoretisch hebben mannen nochtans hetzelfde probleem, maar daar wordt nooit op gewezen.

Mevrouw Cahay, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, verheugt zich over de acties die het plan van de minister inzake gelijke kansen vooropstelt. Zoals de vorige spreekster, betreurt ze het schuldgevoel waarmee men vrouwen die een beroepsloopbaan van enig niveau hebben vaak opzadelt. Men moet ze aanmoedigen en hen doen inzien dat ze net zo bekwaam zijn als een man.

Vaak is het een reëel probleem voor vrouwen dat ze verplicht worden opleidingen te volgen om toegang te krijgen tot hogere functies in de administratie. Dat geldt nog meer voor alleenstaande vrouwen, die zelfs niet op de verdeling van de huishoudelijke taken met een partner kunnen rekenen.

Al die gegevens moeten worden geanalyseerd om te bepalen waar de remmen op het beroepsleven van de vrouwen zich bevinden.

Mme Pehlivan remarque que la ministre a peu abordé la question des femmes immigrées dans notre société. La société évolue et de plus en plus, on est confronté à d'autres cultures avec des problèmes spécifiques d'émancipation pour les femmes. Il faut aussi se préoccuper de la femme «moyenne». On a parlé des difficultés que rencontrent les femmes pour accéder à des postes importants dans les grandes entreprises, mais la majorité des femmes n'atteignent même pas ce niveau.

Mme De Vos, membre du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes, rappelle que le Conseil est le seul organe officiel qui représente l'ensemble des mouvements de femmes, des organes officiels tels que les syndicats, ainsi que les mouvements politiques. Il rassemble sur une base très large les acteurs de l'égalité des chances en Belgique.

Comment la ministre entend-elle assurer la coordination entre le Conseil et l'Institut? Il ressort de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut et de son arrêté d'exécution une certaine confusion dans les missions de ces deux organes.

Le Conseil rend de nombreux avis dans tous les domaines et il est parfois frustrant de constater le peu d'impact de ce travail. Comment pourrait-on mieux relayer les avis du Conseil auprès des parlementaires?

Mme Arena, ministre de l'Égalité des chances, déclare que la condition des femmes immigrées en Belgique fait évidemment partie de ses préoccupations. L'Institut, en collaboration avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, a été chargé de réaliser une analyse de la situation des femmes en Belgique, des difficultés qu'elles rencontrent, selon les communautés auxquelles elles appartiennent et les traditions de celles-ci. L'objectif est de déterminer de quelle manière on peut aider ces femmes à acquérir une certaine autonomie, à affirmer leur identité sans pour autant briser le lien avec leur culture.

Comme l'a demandé une intervenante, on va tenter d'identifier les freins à la carrière des femmes dans la fonction publique. Le problème ne tient pas ici à la réglementation applicable, mais plutôt au fait que les critères de recrutement ou de promotion sont élaborés par des hommes sur la base de conceptions masculines. Une analyse scientifique sera réalisée en collaboration avec des chercheurs universitaires.

Il n'est pas question que l'Institut de l'égalité des femmes et des hommes reprenne les missions du Conseil de l'égalité. La ministre attache énormément d'importance à la collaboration entre son cabinet et l'administration. Elle propose de mettre sur pied rapidement un groupe de travail afin d'organiser les relations entre son équipe politique et le Conseil. Ce

Mevrouw Pehlivan merkt op dat de minister niet veel heeft gezegd over het probleem van de migrantenvrouwen in onze maatschappij. De maatschappij verandert steeds meer, we worden geconfronteerd met andere culturen, met specifieke problemen inzake vrouwenemancipatie. We moeten ook met de «gewone» vrouw begaan zijn. We hebben het gehad over de problemen van vrouwen om leidinggevende functies in grote ondernemingen te bereiken, terwijl de meerderheid van de vrouwen dat niveau nooit haalt.

Mevrouw De Vos, lid van de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen, herinnert eraan dat de Raad het enige officiële orgaan is dat alle vrouwenbewegingen, officiële organen zoals de vakbonden en de politieke bewegingen vertegenwoordigt. Op een brede basis verenigt hij de actoren inzake gelijke kansen in België.

Hoe wil de minister de coördinatie te verzekeren tussen de Raad en het Instituut? Uit de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut en uit zijn uitvoeringsbesluit blijkt enige verwarring in de taakverdeling tussen beide organen.

De Raad geeft vele adviezen op allerlei gebieden en het is vaak frustrerend vast te stellen hoe weinig weerklank dat werk vindt. Hoe kan men de adviezen van de Raad meer bekendheid geven bij de parlementsleden?

Minister van Gelijke Kansen Arena verklaart dat ze uiteraard begaan is met de problemen van de migrantenvrouwen in België. Het Instituut kreeg als taak om in samenwerking met het Centrum voor gelijkheid van kansen voor racismebestrijding een analyse te maken van de toestand van de vrouwen in België, van de problemen die ze hebben, al naargelang de gemeenschappen waartoe ze behoren en hun tradities. Het doel is te bepalen hoe we die vrouwen kunnen helpen om enige autonomie te verwerven, om hun identiteit te uiten zonder daarom de band met hun cultuur te verbreken.

Zoals een spreekster het gevraagd heeft, gaan we proberen de remmen op de loopbaan van vrouwen bij de overheid te identificeren. Het probleem heeft niet zozeer te maken met de bestaande reglementering, maar veeleer met het feit dat mannen de rekruterings- of promotiecriteria opstellen op basis van mannelijke opvattingen. In samenwerking met academische vorsers wordt een wetenschappelijke analyse gemaakt.

In geen geval kan het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen de taken overnemen van de Raad van de gelijke kansen. De minister hecht heel veel belang aan de samenwerking tussen haar kabinet en de administratie. Ze stelt voor snel een werkgroep op te richten om de relatie tussen haar politiek team en de Raad te organiseren. Die werkgroep moet een

groupe de travail définira une méthode de travail et un calendrier des rencontres, à intervalles réguliers. De nombreuses questions pourront être abordées dans ce cadre, sans nécessairement devoir adopter une loi ou modifier la réglementation.

Enfin, on pourra aussi examiner comment assurer une meilleure publicité des avis du Conseil. Ceci ne signifie pas évidemment que le gouvernement est obligé de suivre tous ces avis mais bien qu'il en prend connaissance et qu'il peut expliquer dans quelle mesure et pour quelles raisons il décide de suivre l'avis ou non.

III. AVIS

1. Le comité d'avis pour l'égalité des chances constate que la ministre de l'Égalité des chances a un programme ambitieux même si certaines intentions mériteraient un certain approfondissement. Le comité d'avis souhaite mettre l'accent sur des engagements concrets, dont il pourra régulièrement évaluer la réalisation avec la ministre.

2. Le comité d'avis s'engage en particulier à suivre les thèmes suivants qu'il a épinglés dans l'exposé de la ministre de l'Égalité des chances :

— le fonctionnement de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et la répartition des tâches avec, notamment, le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes et Amazone;

— l'élaboration d'un plan d'action interministériel pour intégrer l'égalité dans l'ensemble des politiques fédérales;

— la systématisation des statistiques et indicateurs de genre;

— la politique des grandes villes;

— l'élaboration d'un plan d'action destiné à favoriser la diversité dans la fonction publique;

— l'élimination des inégalités de salaires entre hommes et femmes;

— l'inscription du genre parmi les critères pris en compte dans les demandes d'asile;

— le développement d'actions de sensibilisation à l'égalité entre hommes et femmes, en particulier à destination de groupes cibles;

werkwijze en een tijdschema van de regelmatige ontmoetingen vastleggen. Daar kunnen heel wat problemen worden aangeraakt, zonder dat daarom een wet moet worden aangenomen of een reglement gewijzigd.

Men kan ten slotte ook onderzoeken hoe de adviezen van de Raad meer publiciteit kunnen krijgen. Dat betekent uiteraard niet dat de regering verplicht is al die adviezen te volgen, maar wel dat ze er kennis van neemt en dat ze kan uitleggen in hoeverre en om welke reden ze beslist het advies al dan niet te volgen.

III. ADVIES

1. Het adviescomité voor gelijke kansen stelt vast dat het programma van de minister belast met het gelijkheidsbeleid ambitieus is, ook al moeten bepaalde plannen nog worden uitgediept. Het adviescomité wenst de nadruk te leggen op concrete engagementen die nadien samen met de minister regelmatig geëvalueerd kunnen worden.

2. Het adviescomité verbindt zich er met name toe aandacht te besteden aan de volgende thema's uit de uiteenzetting van de minister voor gelijke kansen :

— de werking van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de taakverdeling met de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen en Amazone;

— het opstellen van een interministerieel actieplan om gelijkheid in het volledige federale beleid in te passen;

— de systematisering van genderstatistieken en -indicatoren;

— het grootstedenbeleid;

— de opstelling van een actieplan om de diversiteit in het openbaar ambt te bevorderen;

— het wegwerken van ongelijkheden in de verloning van vrouwen en mannen;

— het opnemen van gender als criterium voor de beoordeling van asielaanvragen;

— het uitwerken van sensibiliseringsacties voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen, met name voor doelgroepen;

— l'aide à l'affirmation de leur identité pour les femmes issues de l'immigration.

3. Le comité d'avis demande que la ministre accorde davantage d'attention à la question de la participation politique des femmes. Des initiatives législatives ont certes été prises mais le combat n'est pas terminé. Les dernières élections semblent au contraire montrer peu de progrès malgré le système des quotas. Le comité d'avis estime que continuer à stimuler la participation des femmes en politique est l'une des clés de la promotion de l'égalité des chances en général. Le comité d'avis demande une analyse des résultats des dernières élections afin d'identifier en quoi le système électoral actuel pourrait handicaper les femmes, notamment à travers le système de suppléance et des doubles candidatures, à l'instar du travail réalisé par le Conseil de l'égalité des chances en ce qui concerne les élections du 18 mai 2003.

4. Le comité d'avis reste très attentif à la situation de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, ainsi qu'au Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes qui doit continuer à obtenir les moyens lui permettant de fonctionner. De même, Amazone et les mouvements de femmes en général doivent obtenir des garanties pour l'exercice futur de leurs tâches. Le comité d'avis souhaite entendre la ministre afin d'obtenir plus d'informations quant à la répartition des tâches et au financement des différentes instances.

5. Le comité d'avis se réjouit de la volonté de la ministre de dénoncer les stéréotypes et de s'attaquer à l'image de la femme dans les médias. Le comité d'avis entend réfléchir à la manière dont il pourrait contribuer à la sensibilisation de publics-cibles.

6. Le comité d'avis partage l'avis de la ministre sur la nécessité de disposer de statistiques systématiquement ventilées selon le genre. Il invite en outre à croiser le critère du genre avec d'autres critères tels que l'âge afin de pouvoir appréhender de façon plus adéquate la situation des femmes âgées.

7. Le comité d'avis estime que la lutte contre les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes doit être intensifiée. Arriver à l'égalité des salaires et des statuts pour un travail de valeur égale doit constituer une priorité pour le gouvernement.

8. En ce qui concerne la manière d'aider l'émancipation des femmes issues de l'immigration, le comité d'avis estime, tout comme la ministre, qu'il faut fournir à ces femmes ou à ces hommes les outils nécessaires pour s'affirmer. Le comité d'avis propose de rassembler toutes les études et enquêtes réalisées sur le sujet afin de pouvoir, sur la base de tous ces résultats, faire le point sur les mesures existantes et proposer de nouvelles mesures très concrètes. Pour

— hulp aan migrantenvrouwen bij het waarderen van hun eigen identiteit.

3. Het adviescomité vraagt de minister om meer aandacht te besteden aan de politieke participatie van vrouwen. Er werden reeds wetgevende initiatieven genomen, maar de strijd is nog niet gestreden. De jongste verkiezingen laten weinig vooruitgang zien, ondanks het systeem van de quota. Het adviescomité meent dat de blijvende stimulans om vrouwen te laten deelnemen aan de politiek een van de sleutels is voor het gelijkheidskansenbeleid in het algemeen. Het adviescomité vraagt een analyse van de resultaten van de jongste verkiezingen om na te gaan hoe het huidige kiesstelsel vrouwen kan benadelen, met name via het opvolgersysteem en de dubbele kandidaatstellingen. De Raad voor gelijke kansen heeft hetzelfde gedaan voor de verkiezingen van 18 mei 2003.

4. Het adviescomité blijft met aandacht de toestand volgen van het Instituut voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen en van de Raad voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen, die de middelen moeten blijven krijgen om te kunnen werken. Ook Amazone en de vrouwenbewegingen in het algemeen moeten garanties blijven krijgen dat zij in de toekomst hun taken kunnen blijven uitvoeren. Het adviescomité wenst van de minister meer informatie over de verdeling van taken en de financiering van de verschillende instellingen.

5. Het adviescomité is verheugd dat de minister de clichés en het beeld van de vrouw in de media aan de kaak wil stellen. Het adviescomité zal nadenken over een manier om bij te dragen tot de sensibilisering van doelgroepen.

6. Het adviescomité deelt de mening van de minister over de noodzaak om over statistieken te beschikken die systematisch zijn opgesplitst volgens gender. Het stelt ook voor het gendercriterium te vermengen met andere criteria, zoals bijvoorbeeld leeftijd, om zo beter de situatie van de bejaarde vrouw te kunnen inschatten.

7. Het adviescomité meent dat de strijd tegen ongelijke lonen voor vrouwen en mannen moet worden opgedreven. De regering moet een prioriteit maken van het bereiken van gelijke lonen en arbeidsvoorwaarden voor een gelijkwaardige baan.

8. Wat de emancipatie van migrantenvrouwen betreft meent het adviescomité, net als de minister, dat deze vrouwen of mannen de middelen moeten krijgen om zich te laten gelden. Het adviescomité stelt voor alle studies en onderzoeken ter zake te verzamelen om op basis van die resultaten de bestaande maatregelen te evalueren en nieuwe concrete maatregelen voor te stellen. Om efficiënt te zijn moet het beleid aangepast zijn aan de diversiteit binnen de groep

être efficace, la politique doit être adaptée à la diversité au sein des communautés d'immigrés (identifier des publics-cibles, tels que petites filles, jeunes pères de famille, femmes âgées, etc.).

Le comité d'avis entend réfléchir à des mesures de politique concrètes, éventuellement au sein d'un groupe de travail qui rencontrerait les associations de femmes ou en organisant une journée d'étude.

9. Le comité d'avis insiste sur l'importance de continuer à se référer aux objectifs stratégiques fixés lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995. Afin de garantir la continuité des travaux, ces douze domaines d'intervention, connus sous le nom de Programme d'action de Pékin, doivent rester au centre des priorités. Il s'agit de :

- 1) La persistance de la pauvreté qui pèse de plus en plus sur les femmes;
- 2) Éducation et formation des femmes;
- 3) Les femmes et la santé;
- 4) La violence à l'égard des femmes;
- 5) Les femmes et les conflits armés;
- 6) Les femmes et l'économie;
- 7) Les femmes et la prise de décision;
- 8) Les mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme;
- 9) Les droits fondamentaux de la femme;
- 10) Les femmes et les médias;
- 11) Les femmes et l'environnement;
- 12) La petite fille.

Le comité d'avis suivra de près la préparation de la réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale des Nations unies qui se tiendra en mars 2005 et demande à être étroitement associé aux travaux du gouvernement, comme ce fut le cas lors de la préparation de la conférence «Pékin +5» qui s'est tenue à New York en juin 2000.

10. En marge de ces intentions de politique de la ministre, le comité d'avis sera attentif au respect de l'égalité des hommes et des femmes dans l'application du droit de la famille.

migranten (doelpubliek identificeren, bijvoorbeeld jonge meisjes, jonge vaders, bejaarde vrouwen, ...).

Het adviescomité wenst na te denken over concrete politieke maatregelen, eventueel binnen een werkgroep die vrouwenverenigingen zou samenbrengen of door een studiedag te organiseren.

9. Het adviescomité benadrukt hoe belangrijk het is te blijven verwijzen naar de verschillende strategische doelstellingen die op de vierde internationale vrouwenconferentie in Peking in 1995 werden bepaald. Om de continuïteit van de werken te garanderen moeten deze twaalf domeinen — samen het actieprogramma van Peking — prioriteiten blijven. Het betreft :

- 1) Blijvende armoede die almaar zwaarder weegt voor vrouwen;
- 2) Onderwijs en opleiding voor vrouwen;
- 3) Vrouwen en gezondheid;
- 4) Geweld tegen vrouwen;
- 5) Vrouwen en gewapende conflicten;
- 6) Vrouwen en economie;
- 7) Vrouwen en besluitvorming;
- 8) Institutionele mechanismen voor de vooruitgang van de vrouwen;
- 9) De grondrechten van de vrouw;
- 10) Vrouwen en media;
- 11) Vrouwen en leefmilieu;
- 12) Jonge meisjes.

Het adviescomité zal van nabij de voorbereiding volgen van de buitengewone vergadering van de Algemeen vergadering van de Verenigde naties in maart 2005 en wenst nauw betrokken te worden bij de werkzaamheden van de regering, zoals dat het geval was voor de voorbereiding van de «Peking +5»-conferentie in New York van juni 2000.

10. In de marge van deze beleidsplannen van de minister zal het adviescomité aandacht hebben voor de naleving van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de toepassing van het familierecht.

IV. VOTES

L'avis a été adopté par 7 voix et 2 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

La rapporteuse,
Christel GEERTS.

La présidente,
Fatma PEHLIVAN.

IV. STEMMINGEN

Het advies wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur,
Christel GEERTS.

De voorzitter,
Fatma PEHLIVAN.